



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

DCPPAT – BICUPE – SIC – ID -2024

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques et  
de l'Appui Territorial**

Arras, le

**07 OCT. 2024**

**COMMUNE DE VENDIN-LE-VIEIL**

-----  
**Société WDP FRANCE**  
-----

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**  
-----

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2003 accordant à la société WDP FRANCE (ex-société DESCAMPS) l'autorisation d'exploiter un entrepôt situé au Parc d'Activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 30 avril 2024 établi à la suite de la visite d'inspection du 25 mars 2024 réalisée sur le site implanté au Parc d'Activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL ;

**Vu** la transmission du rapport susvisé à l'exploitant par courriel en date 13 mai 2024 conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'absence d'observation de l'exploitant ;

**Considérant :**

- lors de la visite du 25 mars 2024, l'inspection de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003 par la présence de déchets autour des bâtiments du site ;
- l'exploitant a transmis après la visite d'inspection du 25 mars 2024, le rapport de vérification périodique des installations électriques du 13 juin 2023. L'inspection de l'environnement a constaté la présence de non-conformités persistantes et non levées dans ce rapport : le non-respect de l'article 20.5.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003 ;
- lors de la visite du 25 mars 2024, l'inspection de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'article 21.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003 par la présence de véhicules stationnés sur la voie engin du site ;
- l'exploitant a transmis après la visite d'inspection du 25 mars 2024, le rapport de vérification du système de sprinklage du 19 avril 2023 réalisé par la société AII, l'inspection de l'environnement a constaté la présence de non-conformités non levées dans ce rapport (non respect de l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003) ;
- lors de la visite du 25 mars 2024, l'Inspection de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions de l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003, par l'absence d'extincteurs dans la cellule du locataire « ART MOBILIER » ;
- l'exploitant n'a pas transmis la preuve de vérification des extincteurs et RIA, tel que prévu à l'article 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003 ;
- l'exploitant a transmis après la visite d'inspection du 25 mars 2024 le rapport de vérification de la société CMSI du 07 août 2023 des portes coupe-feu, l'inspection de l'environnement a constaté le non respect de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié, présence de non-conformités (non levées) dans ce rapport ;
- l'exploitant a transmis après la visite d'inspection du 25 mars 2024 le rapport de vérification de la société CMSI du 07 août 2023 des exutoires, l'inspection de l'environnement a constaté la présence de non-conformités persistantes (non levées) dans ce rapport (non respect de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié) ;
- face au non-respect des prescriptions des articles susvisés, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société WDP FRANCE de respecter ces prescriptions, afin d'assurer notamment la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

**ARRÊTE****Article 1<sup>er</sup> OBJET**

La société WDP FRANCE est mise en demeure, pour son site situé Parc d'Activités du Bois Rigault à VENDIN-LE-VIEIL (62880), de respecter les prescriptions des articles 2.2, 20.5.2, 21.2.4, 21.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2003 et de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié dans les délais indiqués ci-dessous :

PRESCRIPTIONS	ARTICLES	DÉLAIS
<p><u>Article 2.2. : Intégration dans le paysage</u></p> <p>« L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...). »</p> <p><i>Présence de déchets (papiers, plastiques, palettes de bois usagées, réfrigérateur,...) autour des bâtiments du site.</i></p>	2.2	1 mois
<p><u>Article 20.5.2. : Vérification périodique des installations électriques</u></p> <p>« Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications. »</p> <p><i>Présence de non-conformités persistantes dans le rapport de vérification des installations électriques.</i></p>	20.5.2	2 mois
<p><u>Article 21.2.4. : Accessibilité</u></p> <p>« L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Le contournement du bâtiment est assuré, par une voie-engin ou par une voie-échelle si le plancher haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Une des façades est équipée d'ouvrant permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>Une voie de 4 mètres de largeur et de 3 m 50 de hauteur libre en permanence doit permettre la circulation des engins des Services de lutte contre l'incendie sur le demi-périmètre au moins de l'établissement. Les voies en cul-de-sac disposeront d'une aire de manœuvre permettant aux engins de faire demi-tour.</p> <p>Les voies de circulation doivent résister à un effort de 130 kN sur une surface circulaire de 0,20 mètre de diamètre.</p> <p>A partir de ces voies, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'établissement par un chemin stabilisé de 1,30 m de large au minimum et sans avoir à parcourir plus de 60 m."</p> <p><i>Présence de nombreux véhicules stationnés sur la voie engin du site.</i></p>	21.2.4	7 jours

<p><u>Article 21.3. : Moyens de secours</u></p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt.</li> <li>- 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>*poteaux de 100 mm,</li> <li>*4 des hydrants assurent un fonctionnement simultané, chacun d'un débit de 60 m3/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures,,</li> <li>*d'une réserve d'eau d'incendie de 480 m³,</li> <li>*d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,</li> <li>*de robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel.</li> </ul> </li> </ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »</p> <p><i>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification de l'installation de sprinklage.</i></p>	21.3	1 mois
<p><u>Article 21.3. : Moyens de secours</u></p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt,</li> <li>- 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>* poteaux de 100 mm,</li> <li>* 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m3/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures,</li> <li>* d'une réserve d'eau d'incendie de 480 m³,</li> <li>* d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li> </ul> </li> </ul> <p style="text-align: right;">../..</p>		

<p>* de robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. »</p> <p><i>Absence d'extincteurs dans la cellule du locataire « ART MOBILIER »</i></p>	21.3	1 mois
<p><u>Article 21.3. : Moyens de secours</u></p> <p>« L'installation doit être dotée de moyens privés de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un réseau d'extinction automatique d'incendie implanté sur l'ensemble de l'entrepôt.</li> <li>- 6 poteaux d'incendie disposant des caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>* poteaux de 100 mm,</li> <li>* 4 des hydrants assurent en fonctionnement simultané, chacun un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous charge restante de 1 bar pendant 2 heures,</li> <li>* d'une réserve d'eau d'incendie de 480 m<sup>3</sup>,</li> <li>* d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li> </ul> </li> <li>* de robinets d'incendie armés de 40 mm installés conformément aux normes NF S 61 201 et S 62 201. Ils doivent être placés à proximité des issues. Leur choix et leur nombre doivent être tels que toute la surface des locaux puisse être battue par l'action simultanée de deux lances au moins (tenir compte des aménagements intérieurs). Ils sont protégés contre les chocs et le gel</li> </ul> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Le personnel doit être formé à la mise en œuvre de l'ensemble des moyens de secours contre l'incendie. »</p> <p><i>Fournir la preuve de la vérification de l'ensemble des extincteurs et des RIA du site.</i></p>	21.3	1 mois
<p><u>Article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié :</u></p> <p>Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</p> <p>"L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre. ../..</p>		

<p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation."</p> <p><i>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification des portes coupe-feu.</i></p>	22	2 mois
<p><u>Article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié</u></p> <p>Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie – Maintenance</p> <p>"L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.</p> <p>L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Dans les périodes et les zones concernées par l'indisponibilité du système d'extinction automatique d'incendie, du personnel formé aux tâches de sécurité incendie est présent en permanence. Les autres moyens d'extinction sont renforcés, tenus prêts à l'emploi. L'exploitant définit les autres mesures qu'il juge nécessaires pour lutter contre l'incendie et évacuer les personnes présentes, afin de s'adapter aux risques et aux enjeux de l'installation."</p> <p><i>Présence de non-conformités dans le rapport de vérification des exutoires.</i></p>	22	2 mois

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus à cet article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la société WDP FRANCE les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

## **ARTICLE 3 : MESURES DE PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Pas-de-Calais pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 4 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télerecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). ».

#### **ARTICLE 5 : EXÉCUTION**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, Madame la sous-préfète de Lens et Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts de France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à WDP FRANCE et dont une copie sera transmise au maire de VENDIN-LE-VIEIL.

Pour le préfet,  
le Secrétaire Général



Christophe MARX

#### **Copies destinées à :**

- Société WDP FRANCE
- Sous-préfecture de LENS
- Mairie de VENDIN-LE-VIEIL
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, U.D de l'Artois
- Dossier

